

Point de vue : "Une politique de sécurité honteuse et inefficace"

Par Pascal Bridey

délégué fédéral à la justice et aux libertés publiques du PS 54

En plein cœur de l'été, pour nous faire oublier les affaires Blanc, Jouyandet, Bettencourt, Wildenstein et maintenant César, affaires qui traduisent une dégradation sans précédent de la morale publique, la droite UMP s'est à nouveau emparée du thème de l'insécurité en exploitant et en attisant de manière honteuse et pitoyable les peurs et les angoisses de nos concitoyens.

Alors que le président de la république devrait incarner la continuité de l'État et la stabilité de nos institutions, il n'hésite pas, à des fins partisanses à semer la haine et la division et à s'engager dans une démarche antirépublicaine extrêmement inquiétante qui n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de l'histoire de notre pays.

Force est de constater que cette manœuvre politicienne est redoutable : l'objectif est évidemment de tendre un piège à ses adversaires de droite comme de gauche et de les faire passer aux yeux de l'opinion pour des naïfs irresponsables et des droits de l'homme angéliques et idéalistes.

Le meilleur moyen de ne pas tomber dans ce piège, c'est de renvoyer Nicolas Sarkozy à son désastreux bilan en matière de sécurité. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les critiques les plus violentes à l'égard du président de la république émanent des personnalités de droite républicaine et du centre qui commencent à entrevoir, certes un peu tard, les conséquences d'une politique aussi irresponsable qu'inconséquente.

Sans épiloguer sur le caractère illusoire des mesures proposées deux constatations s'imposent :

Depuis Vichy et le gouvernement collaborateur de Pierre Laval, aucun chef d'État n'avait osé porter atteinte au principe d'égalité des citoyens devant la loi et de faire du retrait de la nationalité une sanction pénale de masse. En effet, la nationalité est un élément constitutif de la personnalité et celui qui en est privé sans disposer d'une autre nationalité n'est plus rien et se retrouve apatride. Cette mesure qui témoigne d'une absence totale de responsabilité au niveau international est bien évidemment contraire à l'article premier de la constitution qui dispose que tous les citoyens sont égaux en droit sans distinction d'origine.

Par ailleurs et dans un autre registre, l'application d'une peine de prison prônée par certains députés UMP pour sanctionner un parent à la suite à une infraction commise par un enfant mineur porte atteinte au principe de personnalité des peines qui constitue un fondement essentiel de notre droit pénal. Aucun juriste responsable, même parmi les plus réactionnaires, n'avait jamais envisagé à ce jour de rétablir la responsabilité pénale pour autrui dans ce domaine étant rappelé que, depuis 1789, dans notre système judiciaire, on ne peut être tenu pour responsable pénalement que d'un acte personnel volontaire et délibéré.

Espérons que le conseil constitutionnel, chargé de faire respecter notre constitution et les fondements de nos institutions, saura ramener à la raison un président de la république qui, de toute évidence, a oublié les valeurs de la république et les termes de la devise nationale.

Tous les hommes de progrès, sincèrement attachés aux valeurs démocratiques et à l'État de droit ne peuvent que s'insurger contre les dérives de plus en plus antirépublicaines de ce gouvernement au pays de Montesquieu, de l'esprit des lois, de René Cassin et de Stéphane Hessel, glorieux rédacteurs de la déclaration universelle des droits de l'homme signée en France en 1948 !

Pour d'autres, la gravité de la situation sur le front de la sécurité autoriserait des coups de canif à notre pacte républicain partant du principe que la fin justifie les moyens...mais ceux-là se sont-ils seulement demandé où cela pouvait nous conduire ... !

Déjà occupés à la préparation de l'élection présidentielle de 2012, les ténors de l'UMP voudraient nous faire croire qu'ils n'y sont pour rien dans la situation actuelle et nous ressortent les vieux poncifs qui ont contribué au succès de Nicolas Sarkozy : les fautifs sont les maires irresponsables, les parents démissionnaires, la gauche « complice des assassins », la législation inadaptée, les juges laxistes, les préfets incompetents, l'héritage Giscard Mitterrand Chirac...

Évidemment, la presse de droite publie des sondages grossièrement tronqués qui laissent à penser que nos concitoyens soutiennent les rodomontades et les provocations des tenants de la surenchère sécuritaire.

Mais comment nos citoyens pourraient-ils oublier que Nicolas Sarkozy est depuis 2002 le responsable unique et exclusif de la politique de sécurité dans notre pays ?

Malgré une agitation médiatique tous azimuts, malgré une manipulation des statistiques établies sur ordre par les services de police et de gendarmerie, la vérité, c'est que les réformes engagées par Nicolas Sarkozy s'avèrent totalement inefficaces, que les informations recueillies par ses propres services marquent l'échec patent de sa politique en matière d'ordre public et de sécurité, que les résultats pour la justice, pour la sécurité, pour le vivre ensemble sur nos territoires et dans nos banlieues ne sont pas au rendez-vous .

Depuis 2002, la droite a multiplié les nouvelles lois pénales : 23 lois sont venues alourdir et compliquer inutilement notre droit pénal alors que tous les professionnels compétents vous diront que la multiplication des lois n'a jamais fait reculer la délinquance : ce qui compte, c'est leur application effective et les moyens humains et sociaux mis en œuvre pour juguler la délinquance.

Si les résultats peuvent faire illusion dans certains domaines et notamment dans celui des petites atteintes aux biens, c'est essentiellement en raison du développement des systèmes antivols des progrès technologiques et non de la politique gouvernementale.

Mais la réalité, c'est que toutes les autres formes de délinquance ont augmenté et que, loin d'avoir jugulé l'insécurité, Nicolas Sarkozy n'a fait qu'attiser les tensions et créer une situation explosive dans nos villes et dans nos banlieues.

Depuis 2002 le Ministère de l'intérieur a ainsi porté un coup fatal à la police d'investigation préférant faire du chiffre et poursuivre des petits consommateurs de haschich plutôt que de démanteler des trafics de stupéfiants et de s'attaquer à la l'économie souterraine dans les quartiers

Ces trafics ont considérablement augmenté ces dernières années, de même que les atteintes aux personnes et les violences en tous genres qui ont progressé de 23 % depuis 2002 !

Les vols à main armée ont aussi explosé notamment dans les villes moyennes avec les graves traumatismes que l'on sait pour les victimes, les braquages de commerce de proximité ont augmenté de 29 % et n'épargnent aucune ville de province, comme à Marseille où ont été commis 500 vols à main armée en 2009 !

Imaginez ce que diraient les médias si un gouvernement de gauche présentait un pareil bilan !

Nous payons aujourd'hui très cher le démantèlement de la police de proximité qui maillait les territoires, la fermeture de nombreux commissariats de quartier, des brigades de gendarmerie en zone rurale, le départ des services publics livrant des quartiers entiers à eux-mêmes, la suppression de 11 000 postes de policiers et de gendarmes en 4 ans qu'on mobilise en revanche indûment pour des tâches statiques ou de protection en faveur des plus hauts dignitaires de l'État . À Grenoble, ville de toutes les attentions estivales du ministre de l'intérieur, les effectifs policiers ont été ramenés de 740 à 600 malgré une augmentation de 30 000 habitants dans l'agglomération !

Rappelons à cet égard que Nicolas Sarkozy n'est pas à une contradiction près puisque c'est lui qui, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, a remis en cause « la double peine » qui permettait de reconduire dans leur pays de certains délinquants d'origine étrangère. Il s'était permis à cette occasion de donner des leçons de morale et d'humanité au gouvernement de Lionel Jospin qui n'avait pas jugé opportun de toucher à cette double peine.

L'augmentation de la violence est symptomatique de la société issue de la politique de Nicolas Sarkozy : une société de plus en plus dure parce que de plus en plus individualiste, de plus en plus inégalitaire et de moins en moins solidaire.

Dénoncer cette imposture ne suffit pas : il est indispensable de proposer à nos concitoyens une politique pénale crédible qui concilie sécurité et liberté. À la différence de ceux qui dénoncent toujours sans jamais proposer, nous devons répondre à la demande de sécurité qui s'exprime dans la société car il s'agit d'une occupation essentielle pour bon nombre de nos concitoyens et notamment pour ceux qui sont les plus fragiles et les plus vulnérables.

Mais nous voulons en finir avec cette politique de sécurité pénale pitoyable et inefficace qui fait honte à la France, avec cette politique pénale dictée en permanence par la compassion médiatique et, tributaire du moindre fait divers.

Contrairement à Nicolas Sarkozy, il convient d'aborder ces sujets complexes et difficiles sans arrière-pensées électoralistes, dans un esprit de responsabilité et sans transiger sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.

Face au populisme pénal, construisons une politique pénale courageuse fondée sur la raison, l'intelligence et le dialogue et sur les valeurs humanistes et progressistes qui sont celles de la France que nous aimons.

Cette politique doit être volontariste et intransigeante, allier répression et prévention, elle doit valoriser l'éducation, l'intelligence le respect et le dialogue en évitant toute réponse simpliste et caricaturale. Pour que cette politique réussisse, il est nécessaire de réinventer une police urbaine et républicaine qui assure ses missions traditionnelles de maintien de l'ordre mais qui soit aussi médiatrice et préventive, de rétablir une police de proximité dans tous les quartiers sensibles afin de renouer une relation citoyenne et de respect entre les jeunes et la police, de donner aux forces de l'ordre mission de s'occuper réellement et efficacement des trafics les plus graves et de l'économie souterraine dans les quartiers, de redonner à la police d'investigation toute sa place et les moyens d'assurer ses missions, de placer les Officiers de Police Judiciaire sous l'autorité des magistrats du Parquet et non plus du Préfet, de mener une politique de fermeté contre toutes les formes de délinquance y compris contre la délinquance économique et financière qui n'est actuellement pratiquement plus poursuivie dans notre pays, d'abandonner la politique du chiffre propice à toutes les dérives et à tous les débordements, de renforcer le droit des victimes en créant sur tout le territoire un service d'urgence d'aide matérielle et psychologique aux victimes d'infractions graves (viols, homicides, accidents graves), de favoriser un jugement rapide et une prise en charge immédiate de tout délinquant, de développer les mesures alternatives, de rendre systématiques les mesures de réparation pénale pour les primo-délinquants, de multiplier les peines de substitution et notamment le travail d'intérêt général, d'assurer l'exécution rapide et effective des peines prononcées par les juridictions, d'augmenter les moyens éducatifs à la disposition des juges pour faire en sorte qu'aucune sanction prononcée par un magistrat ne reste inexécutée....

La sécurité doit constituer une grande ambition collective permettant à notre pays de retrouver son honneur et de reconstruire le pacte républicain abîmé par la démagogie, l'outrance et la provocation permanente. Parce qu'elle génère des malheurs et des drames individuels épouvantables, parce qu'elle met en cause les fondements de notre démocratie et de notre État de droit, la lutte contre la délinquance est un sujet trop grave pour constituer un enjeu électoral et le moyen permettant de gagner les prochaines élections présidentielles.

Le rôle du président de la république doit être de rassembler autour de cette ambition collective et non de diviser et de dresser les Français les uns contre les autres, d'inspirer confiance et non de susciter la haine la peur et le rejet de l'autre, de prendre des mesures justes, fermes et efficaces pour assurer la paix publique et non de faire des moulinets et de brasser du vent pour faire croire qu'il agit, de regarder avec la même compréhension les différentes sensibilités du pays et non d'opérer un tri entre bons et mauvais français et de désigner à la vindicte publique de bien commodes bouc-émissaires et surtout d'assumer le bilan de sa politique et non d'insulter ou de ridiculiser ceux qui proposent des solutions alternatives.

Malheureusement nous savons que Nicolas Sarkozy et ses proches n'ont qu'une seule préoccupation : se maintenir au pouvoir par n'importe quel moyen, se servir avant de servir l'État, quel que soit le prix à payer pour l'avenir de notre pays !